

Mxxxxx XXXXX

ANNEXE 2

Modèle n° 2 de lettre relative à la mise
en œuvre de la loi dite « Sauvadet »

Secrétariat général

Service des
ressources humaines

Affaire suivie par :
bureau du dialogue
social et de
l'expertise statutaire

Postes :

Référence :
SG/SRH2/SDS/2012

182, rue Saint-Honoré
75033 Paris Cedex 01
France

Paris, le

Objet : mise en œuvre de la loi n°2012-347 du 12 mars 2012 relative aux agents contractuels – 2^{ème} volet : l'accès à l'emploi titulaire.

Mxxxxxxxx,

Vous avez reçu un courrier de la part de xxxxxxxxxxxxxxxx vous informant de votre éligibilité ou inéligibilité à la CDisation. Si vous n'avez pas reçu ce courrier, je vous invite à vous rapprocher de votre bureau chargé des ressources humaines qui gère votre situation individuelle.

La loi citée en objet, prévoit également un accès réservé à l'emploi titulaire pour les agents contractuels de droit public justifiant de certaines conditions. Ce plan sera mis en œuvre sur une période de quatre années (mars 2012-mars 2016), pendant laquelle le ministère de la culture et de la communication organisera des recrutements réservés¹ valorisant les acquis professionnels.

Dans l'immédiat, le présent courrier a pour objet de vous informer de votre éligibilité ou inéligibilité au dispositif d'accès réservé à l'emploi titulaire, établie au vu des éléments en ma possession.

La loi a fixé des **critères cumulatifs** pour être éligible :

- avoir été en fonction le 31 mars 2011, ou entre le 1er janvier et le 31 mars 2011,
- et avoir, sur cette même période, occupé un emploi en qualité d'agent contractuel de droit public pour une quotité de temps de travail égale ou supérieure à 70% d'un temps complet²,
- et être dans l'une des trois situations suivantes :
 - a) bénéficiaire déjà d'un CDI avant le 13 mars 2012 (date de publication de la loi) ;
 - b) ou bénéficiaire de la transformation de votre contrat en CDI comme le prévoit la loi et selon ce que votre employeur vous a indiqué dans son courrier ;

c) ou justifier de 4 ans de services effectifs³ en équivalent temps plein auprès du même employeur. Ces quatre années doivent avoir été accomplies :

- au cours des six années précédant le 31 mars 2011 ;
- ou au cours des cinq années précédant le 31 mars 2011 pour les agents recrutés sur le fondement du dernier alinéa de l'article 3 ou de l'article 6-2 de la loi n°84-16 du 11 janvier 1984 (avant sa modification issue de la loi du 12 mars 2012), c'est-à-dire pour assurer le remplacement momentané de fonctionnaires ou pour exercer des fonctions correspondant à un besoin saisonnier ou occasionnel ;
- ou au plus tard, à la date de clôture des inscriptions au recrutement réservé pour les agents recrutés sur le fondement de l'article 4 ou de l'article 6-1 de la loi n°84-16 du 11 janvier 1984 (avant sa modification issue de la loi du 12 mars 2012). Deux ans au moins devront avoir été accomplis au cours des 4 années précédant le 31 mars 2011.

Au vu des informations établies par votre employeur, vous ne remplissez pas, au 1^{er} septembre 2012, les conditions d'ancienneté fixées par la loi. Cependant, eu égard à l'état de vos services (2 ans au moins avant le 31 mars 2011), vous êtes susceptible de les remplir à la date de clôture des inscriptions aux recrutements réservés qui seront organisés par le ministère de la culture et de la communication.

Cette condition d'ancienneté ainsi que le niveau hiérarchique (catégorie A, B ou C) seront appréciés lors votre inscription effective. Ce courrier ne vaut pas inscription, il vous reviendra de vous inscrire individuellement dans les délais fixés par l'administration.

Pour mettre toutes les chances de réussite de votre côté, il vous est vivement conseillé de choisir le corps de fonctionnaires dont les missions prévues par ses statuts particuliers sont les plus proches des fonctions et des compétences que vous exercez. À titre indicatif, et pour vous aider dans ce choix, dans l'état actuel des éléments en notre possession, il semble que les fonctions que vous exercez puissent correspondre aux missions du corps des xxxxxxxx qui relève de la catégorie x. Je vous rappelle que votre situation pouvant évoluer d'ici à ce que vous remplissiez les conditions d'ancienneté requises, elle sera examinée lors de votre inscription à un des recrutements réservés.

Enfin, sachez que l'article 4 du décret n°2012-631 du 3 mai 2012 pris en application de la loi citée en objet précise que les agents ne peuvent se présenter qu'à un seul recrutement ou concours réservé ouvert au titre d'une même année civile d'ouverture du recrutement.

La présente décision peut être contestée par voie de recours gracieux et/ou contentieux.

Le recours gracieux⁴ est à déposer, dans les deux mois maximum suivants la notification de la présente décision, auprès du bureau du dialogue social et de l'expertise statutaire du service des ressources humaines du ministère de la culture et de la communication (adresse : 182 rue Saint-Honoré 75 033 Paris cedex 01). Vous voudrez bien en adresser copie à l'employeur auprès duquel vous étiez en fonction le 31 mars 2011 et qui a établi l'extrait de vos services. À toutes fins utiles, vous trouverez un formulaire sur la page « Sémaphore »⁵ dédiée à la loi, il peut vous aider à formuler votre recours. Si vous n'avez pas accès à l'intranet

« Sémaphore », contactez la structure en charge des ressources humaines de votre service, il vous transmettra le formulaire.

Vous adresserez en complément de votre recours tout document justifiant un ré-examen de votre situation. Je vous précise que le SRH se rapprochera de votre service ou établissement employeur avant de statuer. Le recours gracieux suspend le délai de recours contentieux.

Le recours contentieux est à former devant la juridiction administrative compétente dans le délai de deux mois à compter de la notification de la présente décision.

Outre le calendrier des recrutements, vous trouverez sur « Sémaphore », ou auprès de la structure en charge des ressources humaines de votre service, l'ensemble des informations relatives aux conditions générales à remplir pour accéder à la fonction publique, les statuts particuliers des corps de fonctionnaires du ministère, un simulateur de classement/rémunération dans ces corps et des éléments relatifs à la retraite.

Je vous prie d'agréer, Mxxxxxxx, l'expression de ma considération distinguée.

Le sous-directeur des politiques de
ressources humaines et des relations
sociales,



Christian NEGRE,

1- Les recrutements réservés prendront la forme de recrutements sans concours (catégorie C), d'examens professionnalisés (catégorie B) et de concours réservés (catégorie A).

2- Cette condition ne concerne pas les agents recrutés sur le fondement de l'article 4 de la loi n°84-16 qui sont réglementairement recrutés à temps complet (le temps partiel est une modalité d'exercice d'un temps complet).

3- Les services accomplis à temps partiel et à temps incomplet correspondant à une durée supérieure ou égale à un mi-temps sont assimilés à des services à temps complet ; les services accomplis à temps incomplet ou à temps non complet correspondant à une durée inférieure au mi-temps sont assimilés aux trois quarts du temps plein.

4- En droit administratif français, le recours gracieux s'adresse à l'autorité administrative qui a pris la décision, c'est un recours administratif que peuvent exercer les administrés contre une décision prise par une autorité administrative. Il s'agit d'une demande de réexamen du dossier par l'administration qui se distingue donc du recours contentieux qui est, lui, formé devant le juge administratif. Le recours administratif doit être adressé dans les deux mois suivants la remise en main propre de ce courrier.

5

-

HYPERLINK "<http://semaphore.culture.gouv.fr/web/voir-aussi/securisation-parcours->

p

r

o

f

e

s

s

i

o